

ANNEXE 6

Le périmètre des communes et des EPCI au 1er janvier 2025

LIONEL SEBBANE (DGCL)

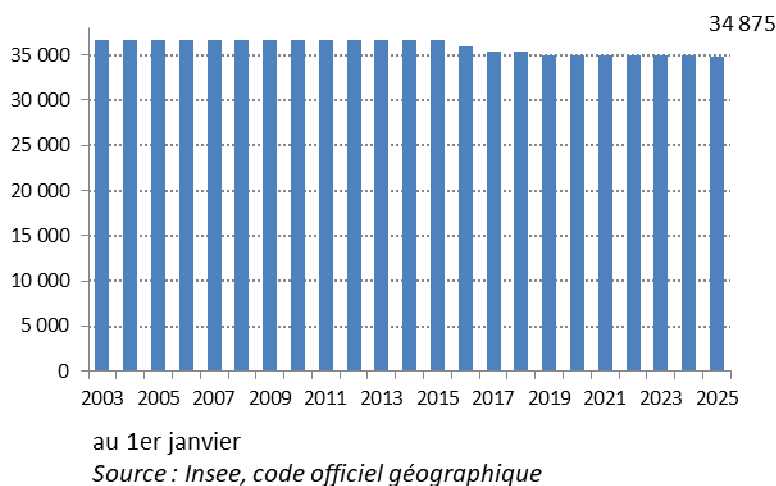
1. Les communes et leur population

La population de référence en vigueur au 1er janvier 2025, issue du recensement 2022, s'élève à 68,0 millions d'habitants pour la France métropolitaine et dans les départements d'Outre-mer (DOM). En ajoutant les collectivités d'outre-mer et la Nouvelle-Calédonie, elle atteint 68,6 millions pour l'ensemble de la République française.

Au cours de l'année 2024, 46 communes nouvelles ont été créées. Celles-ci ont regroupé 110 anciennes communes de 34 départements différents, soit un différentiel de 64 communes. Dans le même temps, une commune nouvelle, créée en 2017, a « défusionné », ce qui a entraîné la restauration de quatre anciennes communes. Par conséquent, le nombre de communes en France métropolitaine et dans les DOM diminue de soixante unités en 2024, et s'élève à 34 875 communes au 1er janvier 2025.

La moitié de la population française réside dans des communes de moins de 10 000 habitants. Ces communes représentent 97 % du nombre des communes. Les 42 communes de plus de 100 000 habitants regroupent 15,1 % de la population. Les communes en forte croissance durant ces six dernières années (population en hausse de plus de 5 %) sont : Toulouse, Nantes, Montpellier, Bordeaux, Toulon, Villeurbanne, Saint-Denis (de La Réunion), Saint-Denis (93) et Rouen. À l'inverse, la population de cinq communes a diminué d'au moins 2 % en six ans : Paris, Reims, Le Havre, Limoges, Argenteuil, Mulhouse.

Graphique 1 - Nombre de communes



2. Le nombre d'EPCI à fiscalité propre reste stable

Depuis la forte réduction du nombre d'EPCI à fiscalité propre au 1er janvier 2017 (- 39 %), la carte intercommunale ne connaît que quelques changements marginaux chaque année. Au 1er janvier 2025, on compte 1 254 EPCI à fiscalité propre en France métropolitaine et dans les DOM, soit le même nombre qu'en 2024. Une communauté de communes s'est transformée en communauté d'agglomération et quatre communes ont changé d'EPCI à fiscalité propre d'appartenance.

Au 1er janvier 2025, seules quatre communes de France métropolitaine ne sont pas membres d'un EPCI à fiscalité propre, ni de la métropole de Lyon. Il s'agit d'îles mono-communales,

bénéficiant d'une dérogation législative : l'île d'Yeu, l'île de Bréhat, l'île de Sein et l'île d'Ouessant.

Un tiers de la population réside dans une communauté urbaine ou dans une métropole, un tiers dans une communauté d'agglomération (CA) et un tiers dans une communauté de communes (CC).

Tableau 1 - Nombre de groupements de communes à fiscalité propre

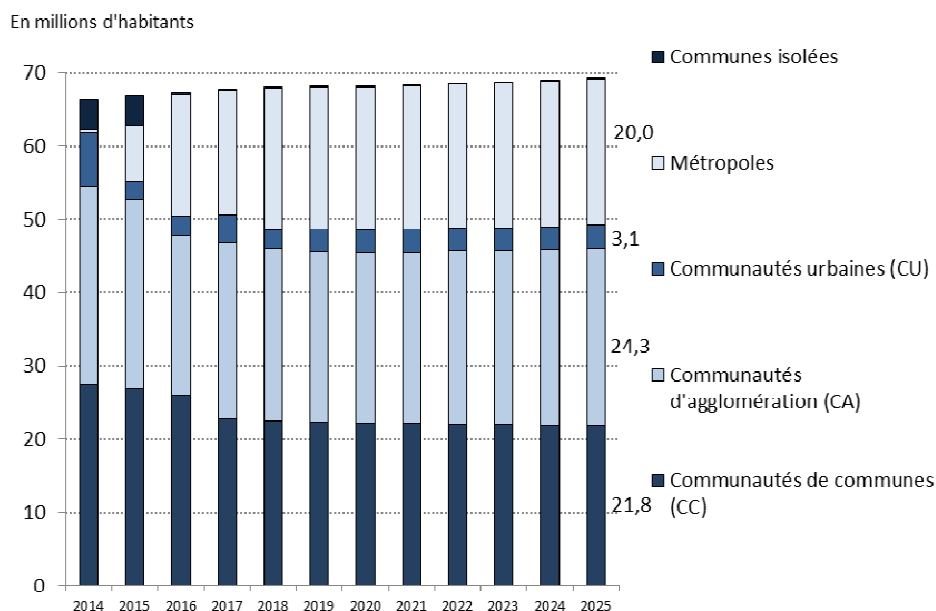
	Au 1 ^{er} janvier	2021	2022	2023	2024	2025	Variation 2025-2024
Métropoles		21	21	21	21	21	+ 0
Communautés urbaines (CU)		14	14	14	14	14	+ 0
Communautés d'agglomération (CA)		223	227	227	229	230	+ 1
Communautés de communes (CC)		995	992	992	990	989	- 1
Nombre d'EPCI à fiscalité propre		1 253	1 254	1 254	1 254	1 254	+ 0
Métropole de Lyon		1	1	1	1	1	+ 0
Nombre de communes regroupées^(a)		34 961	34 951	34 941	34 931	34 871	- 60
Nombre de communes isolées		4	4	4	4	4	+ 0
Nombre total de communes		34 965	34 955	34 945	34 935	34 875	- 60
<i>EPCI à fiscalité professionnelle unique :</i>							
Nombre de groupements		1 075	1 084	1 090	1 093	1 094	+ 1
Nombre de communes regroupées ^(a)		30 089	30 231	30 329	30 446	30 418	- 28

Sources : DGCL, Banatic ; Insee, Recensements de la population.

Champ : France métropolitaine + DOM.

(a) Y compris les communes de la métropole de Lyon

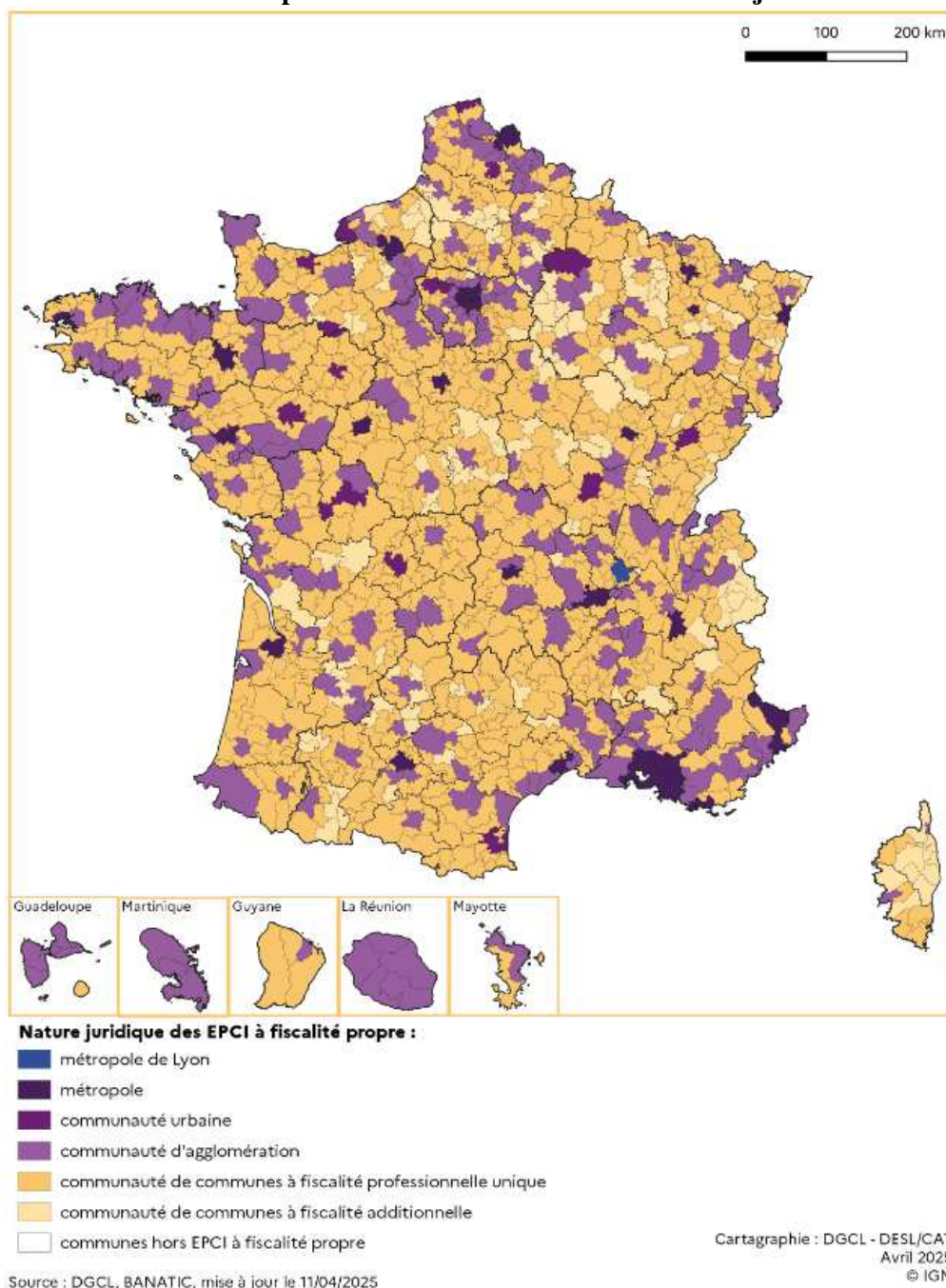
Graphique 2 - Répartition des EPCI à fiscalité propre selon la nature juridique (en nombre d'habitants)



Champ : France (y compris Mayotte).

Source : DGCL, Banatic

Carte 1 - Le périmètre des intercommunalités au 1er janvier 2024



3. La baisse du nombre de syndicats se poursuit à un rythme plus modéré

Alors que le nombre d'EPCI à fiscalité propre et de communes stagne, le nombre de syndicats poursuit sa baisse. Cette baisse accélère cette année (-3,6 % entre janvier 2024 et janvier 2025) après deux années de recul plus mesuré : -1,2 % en 2022 et -1,7 % en 2023. Le nombre total de syndicats atteint 8 322 contre 8 629 début 2024. La baisse a concerné toutes les catégories de syndicats mais est plus marquée (- 5 %) pour les syndicats intercommunaux à vocation unique (SIVU).

Pour en savoir plus

- Les structures territoriales au 1er janvier 2025 : Les structures territoriales au 1er janvier 2025 : plus de communes nouvelles, moins de syndicats intercommunaux, BIS n° 195, DGCL, avril 2025. Cette publication est disponible sur le site : www.collectivites-locales.gouv.fr/etudes-et-statistiques-locales.

ANNEXE 7

Les finances des établissements publics locaux (EPL)

BENOIT de LAPASSE (DGCL)

7A. Comptes des établissements publics locaux (EPL) - Budgets principaux

2024	CCAS- CIAS ^(a)	Caisses des écoles	Régies autonomes	SDIS ^(b)	CGFPT ^(c)	Associations syndicales autorisées
Nombre d'établissements ^(d)	11 362	824	783	97	96	8 024
Montants des budgets (en millions d'euros)						
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	3 708	600	2 614	5 107	657	165
Achats et charges externes	878	226	1 151	802	112	114
Frais de personnel	2 213	358	908	4 197	511	27
Charges financières	14	0	25	41	1	5
Dépenses d'intervention	516	10	83	35	16	6
Autres dépenses de fonctionnement	86	6	447	32	17	13
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	3 845	619	2 808	5 565	696	212
Impôts, taxes et tarifications	1	0	178	2	0	1
Concours de l'État	2	0	0	3	0	0
Dotations et participations reçues	2 732	436	867	5 358	14	20
Ventes de biens et services	707	148	1 366	165	670	176
Autres recettes de fonctionnement	402	34	398	36	12	16
ÉPARGNE BRUTE (3) = (2)-(1)	137	19	194	457	39	47
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	168	14	422	919	34	98
Dépenses d'équipement	150	14	298	895	34	86
Subventions d'équipement versées	10	0	0	21	0	0
Autres dépenses d'investissement	9	0	124	3	0	12
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	77	4	233	420	7	74
FCTVA	14	2	1	112	4	0
Autres dotations et subventions d'investissement	27	2	93	291	0	59
Autres recettes d'investissement	35	0	140	17	3	15
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	3 876	614	3 036	6 027	691	263
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	3 922	623	3 041	5 985	703	286
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	+46	+8	+6	-42	+12	+24
Remboursements de dette (8)	37	1	67	167	5	65
Emprunts (9)	29	1	113	187	10	64
Flux net de dette =(9)-(8)	-8	-0	+46	+20	+5	-1
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	3 913	615	3 103	6 193	696	328
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	3 951	624	3 154	6 172	713	351
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+38	+8	+52	-22	+17	+23
Dette au 31 décembre	407	3	818	1 639	42	202

(a) Centres communaux et intercommunaux d'action sociale.

(b) Services départementaux d'incendie et de secours.

(c) Centre de gestion de la fonction publique territoriale.

(d) Établissements recensés pour lesquels un compte de gestion a été tenu et ayant déclaré un montant non nul en dépenses, en recettes ou en encours de dette.

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion.

7B. Comptes des établissements publics locaux (EPL) - Budgets annexes

2024	CCAS- CIAS ^(a)	Caisse des écoles	Régies autonomes	SDIS ^(b)	CGFPT ^(c)	Associations syndicales autorisées
Montants des budgets (en millions d'euros)						
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	4 485	17	318	18	23	0
Achats et charges externes	1 152	3	162	11	19	0
Frais de personnel	3 243	12	73	6	3	0
Charges financières	32	#VALEUR!	8	0	0	0
Dépenses d'intervention	4	2	0	0	0	0
Autres dépenses de fonctionnement	54	0	74	0	1	0
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	4 565	17	388	19	25	0
Impôts, taxes et tarifications	0	0	2	0	0	0
Concours de l'État	49	0	0	0	#VALEUR!	0
Dotations et participations reçues	2 474	14	18	11	2	0
Ventes de biens et services	1 823	3	322	2	23	0
Autres recettes de fonctionnement	219	0	45	5	0	0
ÉPARGNE BRUTE (3) = (2)-(1)	80	0	70	1	1	0
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	151	0	124	1	0	0
Dépenses d'équipement	148	0	113	1	0	0
Subventions d'équipement versées	0	0	0	#####	0	0
Autres dépenses d'investissement	3	0	11	0	0	0
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	78	0	41	0	0	0
FCTVA	20	0	1	0	0	0
Autres dotations et subventions d'investissement	36	0	29	0	0	0
Autres recettes d'investissement	21	0	11	0	0	0
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	4 636	17	442	18	23	0
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	4 643	17	429	19	25	0
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	+7	-0	-13	+1	+1	0
Remboursements de dette (8)	79	0	21	0	0	0
Emprunts (9)	51	0	43	0	0	0
Flux net de dette =(9)-(8)	-27	+0	+22	-0	+0	0
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	4 714	17	463	18	23	0
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	4 694	17	472	19	25	0
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	-20	-0	+9	+1	+1	0
Dettes au 31 décembre	989	-	247	0	-	0

(a) Centres communaux et intercommunaux d'action sociale.

(b) Services départementaux d'incendie et de secours.

(c) Centre de gestion de la fonction publique territoriale.

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion.

7C. Évolution des comptes des établissements publics locaux (EPL)

Budgets principaux et annexes - 2024 / 2023

	<i>en %</i>					
2024 / 2023	CCAS- CIAS ^(a)	Caisses des écoles	Régies autonomes	SDIS ^(b)	CGFPT ^(c)	Associations syndicales autorisées
Évolution du nombre d'établissements ^(d)	-3,0%	-6,8%	+0,8%	+0,0%	+0,0%	-0,9%
Évolution des budgets						
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	+10,9%	+6,5%	+7,0%	+3,4%	+0,5%	-5,2%
Achats et charges externes	+12,3%	+2,8%	+3,4%	+0,3%	+8,3%	-9,4%
Frais de personnel	+8,9%	+8,8%	+6,7%	+4,1%	-0,3%	-
Charges financières	+15,6%	-	+10,0%	+11,6%	-	+21,5%
Dépenses d'intervention	+98,5%	+5,7%	-	+11,5%	-	+10,3%
Autres dépenses de fonctionnement	-47,6%	+13,6%	+19,9%	-13,0%	-49,9%	+1,5%
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	+12,0%	+8,6%	+6,0%	+4,2%	+1,3%	-2,8%
Impôts, taxes et tarifications	-1,1%	-	+46,3%	-	-	-
Dotations et participations reçues	+10,5%	+3,3%	-4,0%	+4,4%	-5,7%	-
Ventes de biens et services	+7,2%	+4,0%	+7,0%	+0,3%	+1,6%	-3,3%
Autres recettes de fonctionnement	+53,6%	+671,4%	+12,6%	-9,1%	-8,0%	+0,9%
ÉPARGNE BRUTE (3) = (2)-(1)	+75,0%	+261,3%	-4,4%	+14,4%	+17,4%	+6,9%
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	+2,2%	+8,6%	-1,8%	+12,5%	+5,1%	+3,7%
Dépenses d'équipement	-0,2%	+8,7%	-10,4%	+12,1%	+10,5%	+10,1%
Subventions d'équipement versées	+39,2%	+773,5%	-	-	-	-
Autres dépenses d'investissement	+71,0%	-96,4%	+38,5%	-75,5%	-98,5%	-26,4%
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	+1,1%	-17,3%	-18,1%	+8,6%	+20,3%	-3,9%
FCTVA	+9,5%	+11,3%	-26,4%	+0,7%	+59,0%	-
Autres dotations et subventions d'investissement	-0,1%	-27,2%	-34,5%	+12,7%	-93,4%	+37,0%
Autres recettes d'investissement	-2,1%	-56,6%	+3,0%	-0,6%	+51,6%	-56,2%
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	+10,6%	+6,5%	+5,5%	+4,7%	+0,7%	-2,1%
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	+11,8%	+8,4%	+3,6%	+4,5%	+1,4%	-3,1%
Remboursements de dette (8)	+6,2%	-	-15,9%	+0,9%	-	+42,1%
Emprunts (9)	-29,0%	-	+21,0%	+3,5%	-	+35,2%
DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)	+10,5%	+6,5%	+4,9%	+4,6%	+0,8%	+4,3%
RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)	+11,2%	+8,5%	+4,2%	+4,5%	+2,6%	+2,2%
Dettes au 31 décembre	-2,1%	-	+11,7%	+8,1%	-	-0,3%

(-) : pas de données

(a) Centres communaux et intercommunaux d'action sociale.

(b) Services départementaux d'incendie et de secours.

(c) Centre de gestion de la fonction publique territoriale.

(d) Établissements recensés pour lesquels un compte de gestion a été tenu et ayant déclaré un montant non nul en dépenses, en recettes ou en encours de dette.

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion.

ANNEXE 8

La fiscalité locale

MAXIME VAYNE (DGCL)

En 2024, les recettes fiscales des collectivités locales (y compris les budgets annexes) et des syndicats se composent pour 40 % d'impôts directs locaux et pour 60 % d'autres impôts et taxes locales.

Dans les **impôts directs**, on distingue traditionnellement, d'une part, les taxes dites « ménages » (même si une partie est versée au titre de locaux commerciaux ou industriels) : taxe d'habitation, essentiellement sur les résidences secondaires (THRS), taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV), taxe sur le foncier bâti (FB) et non-bâti (FNB) et, d'autre part, les impôts dits « économiques », car versés par les entreprises : cotisation foncière des entreprises (CFE), imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (IFER) et taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM). La fiscalité directe englobe aussi la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) et enfin le produit des taxes annexes mises en place en 2015 : la taxe additionnelle spéciale annuelle (TASA), à destination de la région Île-de-France, et la taxe de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI), à destination du bloc communal.

L'évolution du produit de la fiscalité directe locale en 2024 est toujours positive, après les variations de la période 2020-2023 et les changements liés à la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP).

Sur l'ensemble des collectivités locales, le produit de la fiscalité directe locale repart à la hausse en 2024, avec + 5 % hors fractions de TVA (+ 3,4 % en les y intégrant). Le produit de fiscalité locale s'élève ainsi à 68,5 Md€ en 2024, contre 65,2 Md€ l'année précédente, et retrouve donc son niveau de 2022. Avec la prise en compte des fractions de TVA, le produit de fiscalité atteint 115,8 Md€ en 2024, contre 112 Md€ en 2023.

Le produit des taxes « ménages » continue d'augmenter pour atteindre cette année 47,9 Md€ (contre 45,7 Md€ en 2023), soit une hausse de + 4,8 %. Les recettes de la taxe foncière sur le foncier bâti restent le moteur de cette croissance, passant de 39,8 Md€ en 2023 à 41,9 Md€ en 2024.

Le produit des impôts économiques tend à se stabiliser, après la suppression du versement de la CVAE aux collectivités locales, (qui représentait près de la moitié du montant en 2022). En 2024, le produit global des impôts économiques augmente de 500 M€ (+ 5 %), pour atteindre 10,9 Md€. Le produit de la taxe sur les surfaces commerciales, est particulièrement dynamique (+ 11,1 %), tout comme celui de la taxe GEMAPI (+ 16,4 %) par rapport à l'année dernière.

Aux impôts directs s'ajoutent **d'autres taxes locales**, dont les plus importantes sont les droits de mutation à titre onéreux (DMTO), la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) et la taxe spéciale sur les conventions d'assurances (TSCA). D'après les comptes de gestion des collectivités, l'ensemble de ces autres taxes représente 103,9 Md€ en 2024 (y compris les impôts et taxes de la section d'investissement), dont 52,9 Md€ de transferts de TVA (*tableau 1*). Les recettes de ces taxes baissent légèrement de -0,2 % par rapport à 2023, en raison essentiellement du fort recul des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) fléchissant de -13,6% soit -2,2 Md€. L'an dernier, ils reculaient déjà de -20,6 % soit - 4,2 Md€, ce qui porte à -6,4 Md€ les pertes de ressources cumulées depuis deux ans.

Définitions

Taux d'imposition

Taux d'imposition moyen pour une taxe et un type de collectivité : les « taux statistiques moyens » publiés ici rapportent le produit réellement reçu aux bases. Ainsi, les produits comprennent le cas échéant les « gains et pertes », le lissage depuis 2017, et ils intègrent divers produits supplémentaires : majoration sur les résidences secondaires pour la TH, taxe additionnelle sur le non-bâti, part incitative de la TEOM. Le taux moyen qui en résulte diffère donc légèrement du taux moyen calculé par l'administration fiscale pour déterminer les taux plafonds, et qui se rapproche de la « moyenne des taux de taxe ». Contrairement à cette approche réglementaire, les taux statistiques publiés ici permettent le bouclage entre les bases, les produits et les taux.

Effet base, effet taux

L'effet base correspond à l'évolution que les produits auraient connue à taux d'imposition constants, c'est-à-dire si les bases avaient été les seules à évoluer ; l'effet taux explique la part restante de l'évolution globale. De cette façon, quand un groupement perçoit une année une taxe alors qu'il ne la percevait pas l'année précédente, l'augmentation du produit qui en résulte est intégralement retranscrite dans l'effet taux : sa base imposable n'a pas changé (à contour du groupement identique, bien sûr) et comme l'effet base est calculé en multipliant cette base inchangée à des taux d'imposition constants, cet effet base est forcément nul. Par déduction, toute l'augmentation du produit provient de l'effet taux.

TABLEAU 1 - IMPOTS ET TAXES PERÇUS PAR LES COLLECTIVITÉS LOCALES

(en millions d'euros)

2024	Communes ^(c)	Syndicats	GFP ^(d)	Départements	Régions et CTU	Ensemble 2024	Évolution 2024 / 2023
Total des impôts et taxes	55 046	2 341	41 169	47 503	27 585	173 644	+1,6%
Impôts et taxes de la section de fonctionnement	54 329	2 341	40 965	47 503	27 306	172 443	+1,8%
- Impôts locaux^(a)	45 075	269	22 017	383	748	68 492	+5,0%
TH ^(e)	2 662	15	1 046	-	-	3 723	-1,6%
TH logements vacants	170	1	7	-	-	178	+27,6%
Foncier bâti (FB)	39 220	175	2 552	-	-	41 946	+5,3%
Réforme TH - Effet net des coefficients correcteurs (FB)	763	-	-	-	-	763	+4,7%
<i>Versements coeff. correcteurs (FB)</i>	4 408	-	-	-	-	4 408	+4,7%
<i>Prélèvements coeff. correcteurs (FB)</i>	-3 645	-	-	-	-	-3 645	+4,6%
Foncier non bâti (FnB) ^(f)	1 013	7	285	-	-	1 305	+4,4%
CFE	574	2	7 454	-	-	8 031	+5,6%
CVAE	0	-	0	-	-	0	-
IFER	92	-	748	383	671	1 894	-0,5%
TASCOM	23	-	1 016	-	-	1 039	+11,1%
TEOM	558	69	8 363	-	-	8 990	+5,6%
GEMAPI et TASA	-	-	546	-	77	623	+16,4%
- Autres impôts et taxes^(b)	9 253	2 072	18 949	47 120	26 557	103 951	-0,2%
Fraction de TVA	1 423	0	13 965	20 691	16 409	52 487	+3,3%
DMTO	3 803	0	277	9 857	156	14 093	-13,6%
Attribution fonds de péréq. DMTO	-233	0	-27	456	54	251	-
TICPE	263	0	114	5 187	6 137	11 701	+6,6%
TSCA	97	0	74	9 420	139	9 731	+5,7%
Versement mobilité (VM)	7	1 108	4 356	0	0	5 471	+6,0%
TCFE	1 034	856	37	798	11	2 735	-10,5%
Certificats d'immatriculation	0	0	0	0	2 362	2 362	+16,1%
Recettes liées à l'apprentissage et à la formation professionnelle	0	0	0	18	68	86	-67,0%
Taxe d'aménagement	1	0	8	396	9	415	-32,3%
Taxe de séjour	524	11	455	41	1	1 032	+29,3%
Corse et Outre-mer	1 273	6	12	161	1 058	2 510	+3,6%
<i>dont : carburants</i>	116	2	12	105	346	581	+2,5%
<i>octroi de mer</i>	1 155	0	0	51	396	1 603	+3,7%
Pylônes électriques	344	0	0	0	0	344	+9,5%
Balayage	112	0	0	0	0	112	-0,5%
Taxes funéraires	0	0	0	0	0	0	+19,1%
Taxes sur les passagers	4	0	0	1	0	5	-12,2%
Droits de place	166	0	4	0	0	169	+2,3%
Permis de conduire	0	0	0	0	0	0	-66,8%
Véhicule de transport de marchandises	0	0	0	0	0	0	-98,2%
Déchets stockés	18	7	1	0	0	27	+6,6%
Locaux à usage de bureaux	0	0	4	0	213	217	+1,8%
Redevance des mines	7	0	1	11	0	19	+1,9%
Eaux minérales	18	0	0	0	0	18	-3,7%
Jeux et paris	343	2	8	0	0	353	+0,2%
Remontées mécaniques	49	3	1	23	0	75	+3,1%
Publicité extérieure	227	0	3	0	0	230	+7,2%
<i>Solde (dont autres reversements)</i>	-226	79	-345	60	-59	-492	-
Impôts et taxes de la section d'investissement^(b)	718	0	203	0	279	1 200	-21,9%
Taxe d'aménagement	718	0	203	0	30	951	-25,5%
TICPE	0	0	0	0	249	250	-2,7%
Autres	0	0	0	0	0	0	-

(a) Source : Recensement des éléments d'imposition (REI). (b) Source : Comptes de gestion. Voir la partie "Définitions" pour la signification des acronymes.

(c) Y compris Ville de Paris. (d) Y compris métropole de Lyon et les EPT de la MGP.

(e) Y compris majorations des résidences secondaires et hors produit TH perçu par l'État.

(f) Y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti

Champ : ensemble des budgets (principaux et annexes) des collectivités locales et de leurs syndicats.

Source : DGCL. Données DGFIP, REI pour les impôts locaux et comptes de gestion pour les autres.

TABLEAU 2 - LES RECETTES DE LA FISCALITE LOCALE (a)

(en millions d'euros)

		2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble de la fiscalité locale		92 612	95 696	97 840	65 553	68 329	65 208	68 492
Taxe d'habitation (TH)	Communes	15 471	15 977	16 218	1 908	1 967	2 679	2 662
	<i>dont : résidences secondaires (b)</i>	1 697	1 795	1 801	1 907	1 967	2 679	2 662
	Syndicats	90	91	82	30	20	16	15
	GFP	7 135	7 375	7 493	821	835	1 089	1 046
	<i>dont : résidences secondaires</i>	-	-	776	820	835	1 089	1 046
Secteur communal	22 697	23 443	23 793	2 759	2 822	3 784	3 723	
Taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV)	Communes	69	73	82	80	81	135	170
	Syndicats	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,4	0,7
	GFP	2	2	2	2	2	4	7
	Secteur communal	71	75	84	82	83	139	178
Taxe sur le foncier bâti (FB)	Communes	17 527	18 358	18 775	32 360	33 945	37 266	39 220
	Syndicats	95	96	88	137	154	170	175
	GFP	1 773	1 839	1 907	1 802	2 127	2 382	2 552
	Secteur communal	19 394	20 293	20 770	34 298	36 225	39 818	41 946
	Départements	14 065	14 059	14 314	-	-	-	-
	CTU	169	174	179	-	-	-	-
Ensemble collectivités	33 628	34 526	35 264	34 298	36 225	39 818	41 946	
Taxe sur le foncier non bâti (FnB) (c)	Communes	840	858	869	873	904	972	1 013
	Syndicats	4	4	4	6	7	7	7
	GFP	223	230	233	237	250	271	285
	Secteur communal	1 067	1 092	1 106	1 116	1 160	1 250	1 305
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	Communes	641	618	629	540	544	563	574
	Syndicats	2	2	2	2	3	2	2
	GFP	7 311	7 385	7 634	6 311	6 555	7 039	7 454
	Secteur communal	7 954	8 006	8 265	6 853	7 102	7 604	8 031
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)	Communes	126	624	654	650	623	-	-
	GFP	4 701	5 033	5 193	5 135	4 978	-	-
	Secteur communal	4 826	5 657	5 847	5 785	5 600	-	-
	Départements	4 008	3 776	3 867	3 823	3 692	-	-
	Régions et CTU	8 890	9 492	9 776	32	32	-	-
Ensemble collectivités	17 725	18 925	19 490	9 639	9 324	-	-	
Impositions forfaitaires des entreprises de réseaux (IFER)	Communes	71	71	73	78	82	88	92
	GFP	535	562	580	609	643	699	748
	Secteur communal	605	633	653	687	725	787	840
	Départements	281	290	300	314	330	360	383
	Régions et CTU	652	633	664	646	639	756	671
Ensemble collectivités	1 538	1 557	1 617	1 647	1 694	1 903	1 894	
Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)	Communes	28	21	26	26	25	26	23
	GFP	747	770	773	769	822	909	1 016
	Secteur communal	774	791	799	794	847	935	1 039
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) (d)	Communes	619	626	624	503	517	545	558
	Syndicats	517	525	534	556	613	612	69
	GFP	5 787	5 861	5 979	6 373	6 787	7 353	8 363
	Secteur communal	6 924	7 012	7 137	7 432	7 918	8 510	8 990
	<i>dont part incitative</i>	20,8	28,2	33,5	36,0	39,5	-	-
Taxes annexes	GEMAPI (Secteur communal)	154	190	204	275	380	458	546
	TASA (Région IdF)	80	80	80	77	77	77	77

(a) La métropole de Lyon et les EPT de la métropole du grand Paris (MGP) sont, par convention statistique, intégralement assimilés aux GFP.

(b) Y compris majoration des résidences secondaires.

(c) Y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti.

(d) Par collectivité réellement bénéficiaire, après reversement des GFP aux syndicats.

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

TABLEAU 3 - LES BASES NETTES (a)

(en millions d'euros)

		2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Taxe d'habitation (TH) (b)	Valeur locative des locaux d'habitation	120 368	124 347	126 482	-	-	-	-
	- Abattements pour charges de famille	7 577	7 727	7 720	-	-	-	-
	- Abattements facultatifs	8 634	8 883	8 972	-	-	-	-
	- Exonérations	12 154	12 816	13 437	-	-	-	-
	= Bases nettes des communes	92 004	94 921	96 353	11 291	11 501	14 303	13 466
	dont : résidences principales	81 791	84 221	85 614	-	-	-	-
	résidences secondaires	10 213	10 700	10 739	11 291	11 501	14 303	13 466
	Syndicats	10 182	10 458	9 705	3 666	2 336	1 631	1 092
	GFP	77 462	80 741	82 051	9 826	10 014	12 361	11 735
	dont : résidences principales	-	-	72 701	-	-	-	-
	résidences secondaires	-	-	9 350	9 826	10 014	12 361	11 735
Taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV)	Communes	390	410	462	452	454	765	977
	Syndicats	15	16	15	14	14	0	36
	GFP	18	19	21	20	21	40	65
Taxe sur le foncier bâti (FB)	Communes	90 299	92 742	94 812	90 904	94 597	100 998	105 544
	Syndicats	9 465	9 662	9 093	8 972	9 394	10 043	10 662
	GFP	55 044	57 135	58 656	57 502	62 103	67 772	71 519
	Départements	85 975	80 599	82 429	-	-	-	-
	CTU	926	956	985	-	-	-	-
Taxe sur le foncier non bâti (FnB) (c)	Communes	1 985	2 027	2 051	2 056	2 124	2 273	2 362
	Syndicats	111	113	112	113	118	122	132
	GFP	1 954	1 993	2 017	2 022	2 094	2 242	2 329
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	Communes	3 593	3 481	3 549	3 050	3 084	3 188	3 227
	Syndicats	77	81	86	58	54	50	58
	GFP	28 072	28 304	29 210	23 881	24 726	26 358	27 748
	Secteur communal (d)	30 091	30 271	31 274	25 881	26 750		30 975
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)	Communes	10 690	10 867	10 994	8 069	8 309	8 764	8 984
	Syndicats et GFP	64 876	66 835	68 195	72 883	76 151	80 233	83 696
	Secteur communal	75 567	77 701	79 188	80 952	84 460	88 997	93 398
Taxes annexes	GEMAPI (Secteur communal)	53 738	104 407	108 594	87 503	100 828	109 823	126 171
	TASA (Région IdF)	33 128	33 597	34 365	33 434	34 518	36 433	37 925

(a) La métropole de Lyon et les EPT de la métropole du grand Paris (MGP) sont, par convention statistique, intégralement assimilés aux GFP.

(b) À partir de 2021, la base nette de la TH sur les résidences secondaires pour les communes et les GFP. Base nette de la TH sur tous les locaux pour les syndicats.

(c) Non compris la taxe additionnelle au foncier non bâti.

(d) La base du secteur communal est la somme des bases communales et intercommunales en FPU, en ZAE et en ZDE.

Source : DGCL. Données DGFiP, REI.

TABLEAU 4 - LES TAUX MOYENS D'IMPOSITION (a)

(en %)

		2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Taxe d'habitation (TH) (b)	Communes	16,82	16,83	16,83	16,90	17,10	18,73	19,77
	Syndicats	0,89	0,87	0,85	0,83	0,86	0,98	1,38
	GFP	9,21	9,13	9,13	8,35	8,34	8,81	8,91
	Secteur communal	24,67	24,70	24,69	24,44	24,54	26,46	27,65
Taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV)	Communes	17,61	17,71	17,68	17,68	17,83	17,65	17,37
	Syndicats	1,16	1,13	0,98	1,05	1,02	nc	nc
	GFP	10,04	10,03	10,06	9,94	9,86	10,00	11,42
	Secteur communal	18,13	18,22	18,17	18,15	18,31	18,22	18,20
Taxe sur le foncier bâti (FB) (c)	Communes	19,41	19,79	19,80	35,60	35,88	36,90	37,16
	Syndicats	1,01	0,99	0,97	1,52	1,63	1,69	1,64
	GFP	3,22	3,22	3,25	3,13	3,43	3,51	3,57
	Secteur communal	21,48	21,88	21,91	37,73	38,29	39,42	39,74
	Départements	16,36	17,44	17,37	-	-	-	-
	CTU	18,21	18,21	18,16	-	-	-	-
	Ensemble des collectivités	37,24	37,23	37,19	37,73	38,29	39,42	39,74
Taxe sur le foncier non bâti (FnB) (d)	Communes	42,30	42,32	42,34	42,46	42,54	42,76	42,89
	Syndicats	3,78	3,63	3,66	5,76	5,98	5,74	5,50
	GFP	11,42	11,54	11,57	11,71	11,92	12,09	12,23
	Secteur communal	53,75	53,86	53,92	54,30	54,62	54,99	55,25
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	Communes	17,84	17,77	17,72	17,70	17,65	17,66	17,79
	Syndicats	3,13	2,76	2,61	4,03	5,02	4,00	3,99
	GFP	26,04	26,09	26,13	26,43	26,51	26,71	26,86
	Secteur communal	26,43	26,45	26,43	26,48	26,55	25,74	25,93
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) (e)	Communes	5,79	5,76	5,68	6,23	6,22	6,22	6,21
	Syndicats et GFP	9,72	9,55	9,55	9,51	9,72	9,88	10,07
	Secteur communal	9,16	9,02	9,01	9,18	9,37	9,52	9,63
Taxes annexes	GEMAPI (Secteur communal)	0,29	0,18	0,19	0,31	0,38	0,42	0,43
	TASA (Région IdF)	0,24	0,24	0,23	0,23	0,22	0,21	0,20

Pour chaque type de collectivité, les taux moyens des taxes dites "ménages" sont calculés en divisant la somme des produits réellement perçus par la somme de leurs bases. Les produits réellement perçus intègrent les "gains et pertes", les lissages depuis 2017, et les produits des taxes additionnelles ou des majorations. Pour le secteur communal et l'ensemble des collectivités, les taux moyens sont calculés en rapportant l'ensemble des produits aux bases communales.

Pour la CFE, la base du secteur communal est la somme des bases communales et intercommunales en FPU, en ZAE et en ZDE.

(a) La métropole de Lyon et les EPT de la métropole du grand Paris (MGP) sont, par convention statistique, intégralement assimilés aux GFP.

(b) Y compris majoration des résidences secondaires. À partir de 2021, taux moyen de la TH sur les résidences secondaires ; tous types de locaux pour les autres années.

(c) À partir de 2021, la part départementale de la TFPB est incluse dans le produit communal pour le calcul du taux moyen.

(d) Y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti.

(e) Y compris la part incitative.

Source : DGCL. Données DGFiP, REI.

TABLEAU 5 - DECOMPOSITION DE L'EVOLUTION DES PRODUITS DES TAXES EN 2024 :
EFFET BASE ET EFFET TAUX

(en %)

Collectivités selon le type de fiscalité (y compris les syndicats à contributions fiscalisées)		Évolution du produit	Effet base*	Effet taux*
Taxe d'habitation (TH) ^(a)	Communes	-0,6	-8,2	+8,2
	dont : membres d'un EPCI à FA	+10,2	-0,4	+10,7
	: membres d'un EPCI à FPU	-1,4	-8,7	+8,0
	EPCI à FP (y compris MGP)	-4,0	-6,2	+2,3
	dont : à FA	+1,9	-2,1	+2,2
	: à FPU	-4,3	-2,2	+2,3
	Secteur communal	-0,7	-8,2	+8,2
Taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV)	Communes	+25,8	+24,8	+0,8
	dont : membres d'un EPCI à FA	+38,6	+38,0	+0,4
	: membres d'un EPCI à FPU	+25,4	+24,4	+0,8
	EPCI à FP (y compris MGP)	+68,7	+39,6	+20,9
	dont : à FA			
	: à FPU	+68,3	+39,6	+20,6
	Secteur communal	+27,3	+26,4	+0,8
Taxe sur le foncier bâti (FB)	Communes	+5,2	+4,5	+0,7
	dont : membres d'un EPCI à FA	+5,0	+4,7	+0,3
	: membres d'un EPCI à FPU	+5,2	+4,5	+0,7
	EPCI à FP (y compris MGP)	+7,1	+4,6	+2,4
	dont : à FA	+5,9	+4,8	+1,0
	: à FPU	+7,2	+4,6	+2,5
	Secteur communal	+5,3	+4,5	+0,8
Taxe sur le foncier non bâti (FnB) ^(b)	Communes	+4,3	+3,4	+0,8
	dont : membres d'un EPCI à FA	+4,2	-1,5	+5,7
	: membres d'un EPCI à FPU	+4,3	+3,8	+0,5
	EPCI à FP (y compris MGP)	+5,1	+3,8	+1,3
	dont : à FA	+5,5	+4,0	+1,4
	: à FPU	+5,1	+3,7	+1,3
	Secteur communal	+4,4	+3,8	+0,6
Ensemble des " Taxes ménages "	Communes	+4,9	+3,7	+1,1
	dont : membres d'un EPCI à FA	+5,7	+3,9	+1,8
	: membres d'un EPCI à FPU	+4,9	+3,7	+1,1
	EPCI à FP (y compris MGP)	+3,8	+1,5	+2,3
	dont : à FA	+5,2	+3,8	+1,3
	: à FPU	+3,7	+1,4	+2,4
	Secteur communal	+5,0	+3,8	+1,2
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	Communes	+1,9	+1,8	+0,1
	EPCI	+5,9	+5,3	+0,6
	dont : à FA	+7,2	+5,8	+1,4
	: à FPU	+5,9	+5,3	+0,6
	Secteur communal	+5,6	+5,3	+0,3
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ^(c)	Secteur communal	+5,3	+4,1	+1,2

* Lorsqu'un groupement instaure une taxe qui n'existait pas l'année précédente, cette instauration est intégralement comptée dans l'effet taux. On considère que la base préexistait, mais qu'elle était affectée d'un taux nul. Cela explique les écarts entre l'évolution des bases dans le tableau 5.3 et l'effet base ici.

A noter que l'effet base et l'effet taux sont des facteurs multiplicatifs et non additif. Ainsi pour la THLV des EPCI, on a $1,396 \times 1,209 = 1,6877$ et non pas $39,6\% + 20,9\% =$ Evolution du produit

FA : fiscalité additionnelle ; FPU : fiscalité professionnelle unique.

(a) Y compris majoration sur les résidences secondaires.

(b) Y compris taxe additionnelle.

(c) Y compris la part incitative.

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

TABLEAU 6 - PRINCIPALES REDEVANCES ET RECETTES TARIFAIRES EN 2024

(en millions d'euros)

2024	Communes ^(a)	Syndicats	GFP ^(b)	Départements	Régions et CTU	Ensemble 2024	Évolution 2024 / 2023
Ventes de produits finis							
vente d'eau	289	1 565	1 466	0	1	3 321	+4,8%
taxes et redevance d'eau	66	263	327	0		657	+4,7%
vente de terrains aménagés	233	19	359	5		615	-13,3%
Produits forestiers							
récoltes	3	1	0	0		4	-5,8%
coupes de bois	282	13	1	3	0	298	-3,8%
Utilisation du domaine							
concessions et redevances funéraires	141	3	3			148	+5,4%
droits de stationnement, location	794	37	121	97	15	1 063	+9,0%
redevance stationnement et post- stationnement	932	2	137	0		1 072	+14,5%
péage, passage, pesage	1	0	44	5		51	-0,5%
droits de chasse et pêche	31	1	0	0	0	32	-2,3%
pâturage	5	2	0			7	+4,5%
dégradation voies et chemins	5	0	0	3		9	-3,5%
redevance ski de fond	3	1	2			5	-16,1%
autres redevances	132	127	57	49	4	369	+17,4%
Prestations de services							
transport	13	298	924	19	0	1 254	+9,0%
enlèvements ordures, déchets	23	260	345			628	+5,5%
culture	339	24	119	29	1	512	+7,7%
sports et loisirs	439	39	294	7	1	780	+7,6%
analyse et désinfection	0	0	0	81	3	85	+67,8%
droits navigation	18	2	0	0	1	20	+0,9%
social	822	45	196	38	1	1 103	+3,2%
périscolaire	2 144	147	191	5	11	2 498	+6,9%
assainissement	455	1 344	2 909	113		4 821	+2,0%
location compteurs	26	90	114			230	-0,2%
Autres recettes							
ventes de marchandises	113	167	122	10	0	411	+7,3%
concessions, brevets, marques	31	54	21	3	0	108	-14,1%
revenus des immeubles	2 206	87	507	117	28	2 945	+5,6%
fermiers et concessionnaires	568	551	469	47	72	1 706	+5,2%

(a) Y compris Ville de Paris. (b) Y compris métropole de Lyon et les EPT de la MGP.

Champ : ensemble des budgets (principaux et annexes) des collectivités locales et de leurs syndicats.

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion.

TABLEAUX 7 - CONTRIBUTIONS DE L'ÉTAT A LA FISCALITE DIRECTE LOCALE

1. Contributions versées par l'État au titre des taxes "ménages"

Remarque : Les montants qui figurent dans cette partie sont ceux des contributions effectivement ordonnancées en fin d'exercice fiscal. Ils diffèrent donc des montants du tableau de l'annexe 9, qui concernent les crédits ouverts en loi de finances initiale.

Compensations accordées au titre des exonérations des taxes "ménages"

en millions d'euros

Compensations versées par l'État	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	1 973	2 110	2 223	2 164	2 344	2 497	2 667
Taxe d'habitation	1 733	1 855	1 964	14	19	15	50
Exonération des personnes de condition modeste	1 729	1 838	1 944	0	0	0	0
Suppression de la THLV suite au passage à la TLV ^(a)	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	36,7
Minoration valeurs locatives Mayotte	-	13,3	16,5	11,0	15,1	11,3	13,0
Taxe sur le foncier bâti	123	137	142	2 033	2 208	2 368	2 503
Exonération sur les immeubles à caractère social	16,2	18,4	21,2	22,6	40,7	45,1	52,5
Exonération des personnes de condition modeste	26,2	27,7	27,9	27,7	27,7	28,1	29,6
Exonération ZFU, ZUS, BUD et ZDP ^(b)	71	72	69	68	112	121	126
Exonération ZF des DOM	10,0	10,2	13,5	10	12	13	13
Abat. 50% valeurs locatives locaux industriels	-	-	-	1 894	2 001	2 144	2 262
Minoration valeurs locatives Mayotte	-	8,9	10,6	10	15	17	20
Taxe sur le foncier non bâti	117	118	117	117	117	115	114
Exonération des terres agricoles et des terres humides	108	107	107	106	105	103	101
Exonération de plantations y.c. exonérations Natura 2000	1,7	1,7	1,6	1,6	1,8	1,7	1,8
Exonération ZF et parcs naturels des DOM	7,5	9,2	8,8	9,2	9,5	10,2	10,6

ZFU : zone franche urbaine ; ZUS : zone urbaine sensible ; BUD : bassin urbain à dynamiser ; ZDP : zone de développement prioritaire

(a) Suite à la réforme de la taxe sur les logements vacants en 2012 et 2023, les collectivités qui percevaient la taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV) perçoivent désormais la taxe sur les logements vacants (TLV) ainsi qu'une compensation depuis 2013.

(b) y.c. les compensations des contrats de ville et des quartiers prioritaires de la ville, et à partir de 2017 : y.c. certains immeubles antisismiques (DOM).

Source : DGCL. Données. DGFîP.

Compensations par niveau de collectivité au titre des exonérations des taxes "ménages"

en millions d'euros

	Produits en		Évolution	
	2023	2024		
Secteur communal	2 497	2 667	+ 170	(+7%)
Taxe d'habitation	15	50	+ 35	(+238%)
Taxe sur le foncier bâti	2 368	2 503	+ 135	(+6%)
Taxe sur le foncier non bâti	115	114	- 1	(-1%)
communes	2 344	2 505	+ 161	(+7%)
Taxe d'habitation	12	47	+ 34	(+281%)
Taxe sur le foncier bâti	2 219	2 346	+ 127	(+6%)
Taxe sur le foncier non bâti	113	112	- 1	(-1%)
groupements à fiscalité propre	153	162	+ 9	(+6%)
Taxe d'habitation	2	3	+ 1	(+23%)
Taxe sur le foncier bâti	149	157	+ 8	(+6%)
Taxe sur le foncier non bâti	2	1	- 0	(-10%)

Source : DGCL. Données DGFîP, REI.

Dégrèvements accordés par l'État aux redevables des taxes "ménages" au titre des allègements institués par voie législative

en millions d'euros

Dégrèvements	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	8 330	12 127	16 324	2 629	2 598	2 635	3 199
Taxe d'habitation	6 673	10 489	14 413	762	660	829	1 154
Cotisations inférieures à 12 euros	2,9	4,5	0,4	0,4	0,7	0,2	0,1
Dégrèvements en fonction du revenu	3 062	3 208	0	-	-	-	-
Contribuables de condition modeste	71	75	84	66	93	33	51
Taxe d'habitation sur les logements vacants	24,5	28,3	31,2	31,2	31,2	48	107
Réforme TH	2 927	6 574	13 692	-	-	-	-
Autres dégrèvements	587	599	605	665	535	747	995
Taxes foncières	1 656	1 639	1 911	1 867	1 938	1 806	2 045
Cotisations inférieures à 12 euros	11,8	11,8	0,4	11,6	11,6	11	11
Pertes de récoltes	95	89	175	130	143	97	284
Jeunes agriculteurs	9,7	10,1	10,1	10,2	10,2	11	12
Contribuables âgés et de condition modeste	31,1	32,9	34,2	35,1	34,3	34	29
Autres dégrèvements	1 509	1 495	1 680	1 680	1 739	1 653	1 708

Source : DGCL. Données. DGFIP.

Contributions de l'État au titre des taxes "ménages"

en millions d'euros

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Compensations (A)							
Taxe d'habitation	1 733	1 855	1 964	14	19	15	50
Taxe sur le foncier bâti	123	137	142	2 033	2 208	2 368	2 503
Taxe sur le foncier non bâti	117	118	117	117	117	115	114
Total	1 973	2 110	2 223	2 164	2 344	2 497	2 667
Evolution en %	(+3,8%)	(+7,0%)	(+5,3%)	(-2,6%)	(+8,3%)	(+6,5%)	(+6,8%)
Dégrèvements ordonnancés (B)							
Taxe d'habitation	6 673	10 489	14 413	762	660	829	1 154
Taxes foncières	1 656	1 639	1 911	1 867	1 938	1 806	2 045
Total	8 330	12 127	16 324	2 629	2 598	2 635	3 199
Evolution en %	(+62,7%)	(+45,6%)	(+34,6%)	(-83,9%)	(-1,2%)	(+1,4%)	(+21,4%)
Contributions de l'État aux taxes ménages (A+B)							
Taxe d'habitation	8 406	12 344	16 376	776	679	843	1 204
Taxes foncières	1 897	1 894	2 170	4 016	4 263	4 288	4 662
Total	10 303	14 237	18 547	4 793	4 942	5 132	5 866
Evolution en %	(+46,8%)	(+38,2%)	(+30,3%)	(-74,2%)	(+3,1%)	(+3,8%)	(+14,3%)
Pourcentage des recettes^(a) prises en charge par l'État au titre des taxes ménages							
Taxe d'habitation	34,3%	48,8%	63,6%	28,0%	23,9%	22,2%	31,9%
Taxes foncières	5,4%	5,3%	5,9%	10,5%	10,7%	9,8%	10,2%
Total	17,3%	23,3%	29,7%	11,7%	11,6%	10,8%	11,8%

(a) Recettes : produits perçus des taxes ménages + compensations.

Source : DGCL. Données. DGFIP.

2. Contributions versées par l'État au titre des impôts économiques

Compensations accordées au titre des exonérations des impôts économiques

en millions d'euros

Compensations versées par l'État	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	58	216	240	1 881	1 995	2 047	2 196
Cotisation foncière des entreprises^(a)	32	186	203	1 862	1 977	2 047	2 196
Réduction de base pour créations d'établissement	1,5	1,4	1,4	1,2	1,2	1,1	1,1
Abat. 50% valeurs locatives locaux industriels	-	-	-	1 629	1 619	1 782	1 894
Allègement Corse	7,2	6,7	7,2	6,9	6,5	7,0	7,6
Exonération zones ZRR-ZRU-ZFU-ZDP ^(b)	5,0	5,1	3,7	3,0	2,0	1,5	1,4
Exonération zone franche des DOM	14,6	16,5	16,9	18,1	18,5	20,0	21,2
Diffuseurs de presse	3,7	4,9	5,0	4,9	4,8	4,8	4,8
Bases minimum CFE	-	152	169	199	204	231	266
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	25,6	29,9	37,0	18,2	18,1	0,0	0,0

ZRR : zone de revitalisation rurale. ZRU : zone de revitalisation urbaine. ZFU : zone franche urbaine. ZDP : zone de développement prioritaire.

(a) y.c. les compensations d'exonération des EPT de la métropole du Grand Paris.

(b) y.c. les compensations d'exonération des quartiers prioritaires de la ville et celles des bassins à urbaniser (à partir de 2019).

Source : DGCL. Données. DGFîP.

Compensations par niveau de collectivité au titre des exonérations des impôts économiques

en millions d'euros

	Produits		Évolution	
	2023	2024		
Cotisation foncière des entreprises ^(a)				
Communes	126	132	+ 6	(+5%)
Groupements à fiscalité propre	1 921	2 064	+ 142	(+7%)
Secteur communal	2 047	2 196	+ 148	(+7%)

(a) y.c. les compensations d'exonération des EPT de la métropole du Grand Paris.

Source : DGCL. Données. DGFîP.

Dégrèvements accordés par l'État aux redevables des impôts économiques

en millions d'euros

Dégrèvements	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Taxe professionnelle/CET et taxes annexes	6 266	6 491	6 146	4 136	3 672	1 646	1 155
TP Plafonnement valeur ajoutée	3	1	2	1	0	0	0
CVAE dégrèvement barémique	4 352	4 881	4 501	2 247	2 222	0	0
CET plafonnement valeur ajoutée	1 194	1 111	1 175	1 466	1 049	1 006	789
CFE, CVAE, IFER et autres taxes pro (hors PVA)	687	479	443	401	381	622	353
Autres dégrèvements	30	19	25	22	20	16	12

Source : DGCL. Données. DGFIP.

Contributions de l'État au titre des impôts économiques

en millions d'euros

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Compensations (A)							
Impôts économiques	58	216	240	1 881	1 995	2 047	2 196
Évolution	(-42,8%)	(+275,4%)	(+11,0%)	(+684,0%)	(+6,1%)	(+8,9%)	(+10,1%)
Dégrèvements ordonnancés (B)							
Impôts économiques	6 266	6 491	6 146	4 136	3 672	1 646	1 155
Évolution	(+3,3%)	(+3,6%)	(-5,3%)	(-32,7%)	(-11,2%)	(-60,2%)	(-68,6%)
Contributions de l'État aux impôts économiques (A+B)							
Impôts économiques	6 323	6 708	6 386	6 017	5 666	3 693	3 350
Évolution	(+2,6%)	(+6,1%)	(-4,8%)	(-5,8%)	(-5,8%)	(-38,6%)	(-40,9%)
Pourcentage des recettes^(a) prises en charge par l'État au titre des impôts économiques							
Impôts économiques	22,5%	22,7%	21,0%	28,9%	27,0%	29,6%	25,5%

(a) recettes : produits perçus des impôts économiques + compensations au titre de ces impôts.

Source : DGCL. Données. DGFIP.